

Écrit par le 15 janvier 2025

Fédé BTP 84, Où en sommes-nous aujourd'hui ?



Rencontrés lors des Coulisses du bâtiment et des travaux publics, Christian Pons, président de l'interprofessionnelle et Daniel Léonard, vice-président de la branche Travaux publics de Vaucluse se sont confiés sur la pénurie et la hausse des coûts des matériaux qui mettent un coup d'arrêt à la sortie de chantiers et au bon déroulement de ceux-ci. Conjoncture.

Nous sommes dans la tourmente !

«Mais nous saluons, tout d'abord, le soutien de l'État via M. le préfet de Vaucluse relatif aux incidences de la crise sanitaire Ukrainienne, a entamé Christian Pons, pour soutenir les entreprises par l'application

Écrit par le 15 janvier 2025

de l'imprévision, la révision et le gel des pénalités. Désormais nous comptons sur la réactivité et la solidarité des maîtres d'ouvrages publics pour en faire l'application. Ce que nous demandons aux maîtres d'ouvrages publics et bailleurs sociaux ? D'appliquer des clauses de variations de prix en en demandant l'actualisation et la révision. Nous souhaitons le partage des surcoûts par les dispositions sur l'imprévision, le gel des pénalités de retard en cas de rupture d'approvisionnement car nous constatons que des marchés publics sont lancés en prix fermes alors que l'augmentation des prix des matériaux est avérée depuis un an.»

Le constat ?

« Cette crise des matériaux est la conséquence d'un fort redémarrage de l'économie au sortir de la crise sanitaire, détaille le président de la fédération du bâtiment et des travaux publics de Vaucluse, avec une demande globale en augmentation conduisant à des délais et des goulots d'étranglement que ce soit sur la fabrication, sur l'approvisionnement, voire des ruptures sur certains matériaux comme l'acier, le plastique et les composants électroniques. »

Les raisons ?

« L'Asie et notamment la Chine, 1^{er} consommateur mondial de matières premières, prévoit une croissance de +7,5% ainsi que les États-Unis dont le plan de relance du président Joe Biden initie un programme de reconstruction des infrastructures, rappelle le bâtisseur. Il est aussi question de la situation internationale et des chaînes d'approvisionnement rompues par la guerre en Ukraine avec des contournements allongeant les délais de livraison, la hausse des prix de l'énergie : pétrole, gaz, électricité... »

Conséquences pour les Travaux publics ?

« Les hausses tarifaires et les pénuries sont aussi immaîtrisables qu'imprévisibles déplore Christian Pons. Les durées de validité des devis fournisseur sont de 24, 48h ou de deux semaines maximum. Le mélèze, le chêne, les panneaux OSB, les câbles électriques, le carrelage viennent à manquer et les délais de livraisons s'allongent de plusieurs semaines à plusieurs mois de retard. Les béton, ciment, granulats ont augmenté d'entre 6 et 12%, le bitume pour la fabrication des enrobés +40% ainsi que le prix des carburants alors qu'un engin Travaux publics consomme quotidiennement 400 litres. »

Pour le bâtiment ?

Tout ce qui est de l'ordre de la platerie, et de l'isolation a subi une augmentation tarifaire de 7% à 15%. Les fenêtres de toit 10%, le PVC 15%, c'est tout autant que le bois, le carrelage 20%, les conduits galva et alu 30%, les portes, parois de douche, pare-baignoire 9%, l'aluminium 28%, les ronds à béton 50%, les profilés acier 50%, les treillis soudés 50%, le cuivre 6%, les aciers 30% entre janvier et février 2022 et 60% depuis fin février 2022. La tonne d'acier est passée de 540€ à 1 800€.

Un impact plus profond et plus durable que la crise du Covid-19

«Ce que nous vivons actuellement nous impacte de façon bien plus importante que lors de la pandémie de Covid-19 constate Christian Pons. Nous sommes dans la tourmente ! Le monde du bâtiment et des travaux publics est tellement variés que les uns et les autres ne vivent pas la même chose de la même manière. Les métalliers sont frappés de plein fouet par tout ce qui a trait à l'acier et tous les produits qui

Ecrit par le 15 janvier 2025

nécessitent d'être transformés par l'énergie telle que le gaz, l'électricité, le fioul. Pour le moment les entreprises semblent tenir le coup mais déjà se renseignent sur de possibles compression de personnel, de mise à temps partiel car les chantiers peinent à sortir devant l'envolée des coûts des matériaux. Si nous n'observons pas de défaillance d'entreprises pour le moment, nous craignons que le mois de septembre se révèle compliqué.»

Un exemple ?

«Il y avait sur Avignon un chantier ville qui devait être signé, illustre Christian Pons. Le métallier n'a pas pu signer le contrat à cause de la mention 'prix ferme non révisable' alors qu'il venait de subir une augmentation des coûts de matériaux de plus de 50%. Il n'a pas pu signer le contrat sous peine de perdre de 20 à 30% sur ce chantier. Lorsque cela se produit c'est toute la chaîne qui s'arrête. C'est là que les élus découvrent, tout à coup, cette situation. Ils disent : Comment peut-on faire car nous avons un budget ? Les professionnels leur répondent qu'ils ne peuvent pas perdre d'argent sous peine de mettre en danger leurs entreprises. Cette situation est générale !»

L'Etat informe

«Nous avons écrit au préfet, reprend Christian Pons, à la présidente du Conseil départemental, au président du Grand Avignon, aux maires, pour leur dire que nous étions en incapacité de signer des marchés non-révisables. Nous ne pouvons à nous seuls, absorber la hausse mondiale des matériaux. Le préfet a commencé à se mobiliser pour en informer toute la chaîne décisionnaire des élus.»

Écrit par le 15 janvier 2025



Copyright Mireille Hurlin

Fédé BTP 84, Emmanuel Méli nommé Secrétaire-général

Emmanuel Meli, 41 ans, vient d'être nommé Secrétaire Général de la Fédération du Bâtiment et des Travaux Publics de Vaucluse.

Ecrit par le 15 janvier 2025

Après des études en Droit à l'Université d'Aix en Provence, puis à San Francisco, il a débuté sa carrière professionnelle à Chicago en cabinet d'avocats, avant de rejoindre la Fédération du BTP de Vaucluse en 2008.

Parcours

Il a occupé les fonctions de Responsable du Service Juridique, en charge de toutes les questions des adhérents en droit de la construction, droit du travail, fiscalité. Il a également conduit des projets sur la formation professionnelle et mené des actions de développement commercial. Fort de cette expérience, il a toute la confiance du Président, Christian Pons, et des élus, pour mettre en œuvre la politique professionnelle de la Fédération en Vaucluse.

Le BTP en Vaucluse

Le BTP en Vaucluse ce sont 9 300 établissements employant 13 200 salariés, soit 10% des salariés tous secteurs confondus du territoire auxquels s'ajoutent 1 120 emplois à taux plein en intérim et au 1^{er} trimestre 2021. Près de 1 200 jeunes ont été formés aux métiers de production en BTP dont 70% en apprentissage lors de l'année 2019. Lors des cinq dernières années 3 500 logements neufs ont été construits en Vaucluse. Les collectivités locales sont intervenues à hauteur de 339M€ en 2020. La commande publique y a pris part à hauteur de 66% tandis que les collectivités locales sont entrées en scène à 47% et à hauteur de 25% dans le bâtiment, y compris pour le logement social. La FBTP 84 représente 370 adhérents et 5 300 salariés dans le département. L'interprofessionnelle a pour vocation de rassembler les entreprises de Bâtiment et Travaux Publics et de défendre les intérêts collectifs de la Profession.

www.ffbatiment.fr - <https://www.fntp.fr/> - www.btp84.ffbatiment.fr 3, rue Petite Fusterie à Avignon.

MH

(Vidéo) GEIQ BTP Vaucluse, Du cœur à l'ouvrage

Le Geiq BTP Vaucluse c'est un peu le petit frère de la Fédé BTP 84, qui d'ailleurs l'a créé en 1995 avec la Capeb (Confédération de l'artisanat et des Petites entreprises du bâtiment). Sa mission ? Aider les personnes les plus éloignées de l'emploi, via des formations et des contrats d'apprentissage ou en alternance de 6 à 24 mois, à reprendre du service pour répondre aux besoins en recrutement des entreprises.

La promesse ? A la fin du contrat la personne est armée pour accéder à un emploi durable. Le Geiq Paca

Écrit par le 15 janvier 2025

(Provence-Alpes-Côte d'Azur) en chiffres ? Ce sont chaque année 1 000 salariés en parcours d'insertion et de qualification, plus de 300 entreprises adhérentes et 70% de retour vers l'emploi grâce à l'accompagnement socio-professionnel.

En 26 ans ?

Le Geiq a contribué à remettre sur pied 2 000 personnes dont un jeune homme qui a obtenu son BTS et est devenu le patron de l'entreprise qui lui a donné sa chance. Pour le Geiq, la vie est plus belle lorsqu'on la partage. « 200 personnes sont, chaque année, employées par le Geiq en Vaucluse, dont 80 personnes trouvent un emploi, souligne Francis Larrieu, président sortant de la structure. En 26 ans d'exercice, 2 000 personnes ont ainsi retrouvé une vie active. » C'est d'ailleurs du gagnant-gagnant puisque l'outil permet aux entreprises comme aux candidats de se rencontrer et, chacun de son côté, de polir sa demande en préparant le candidat via des formations internes et externes pour répondre aux exigences du poste proposé dans l'entreprise.

Une asso, quatre volets d'activité, 100 salariés

«D'ailleurs le Geiq 84 ce sont quatre structures reprend Christelle Gougelin, Directrice de la structure : Bat Insérim 84 : entreprise de travail temporaire d'insertion ; Geiq BTP Vaucluse : c'est le groupement d'employeurs pour l'insertion et la qualification émetteur de contrats en alternance ; c'est le GE BTP : Groupement d'employeurs classique pour les métiers du BTP (Bâtiment et travaux public). Enfin, il y a l'Unageiq (Union Associations Geiq BTP Vaucluse) au sein de laquelle travaillent 8 salariés permanents. Ces 4 structures emploient, chaque année, une centaine de salariés.»

Mailler le territoire

«Le Geiq 84 maille le territoire avec ses bureaux situés à Avignon, Cavaillon, Camaret-sur-Aigues et bientôt Bollène précise Christelle Gougelin. Le site Internet, responsive, permet de déposer les offres d'emploi des entreprises vauclusiennes adhérentes au Geiq BTP. Son application sur smartphone propose de postuler dans l'instant, et au Geiq de traiter sa candidature. Il y a 190 Geiq en France.»

Ecrit par le 15 janvier 2025



Francis Larrieu à gauche vient de passer le relais à Luc Faure, pour la présidence du Geiq 84

Assemblée générale

La soirée a débuté dans l'amphithéâtre de la CCI (Chambre de commerce et d'industrie), allée des Fenaisons à Avignon lors de l'assemblée générale du Geiq BTP 84 (Groupement d'employeurs pour l'insertion et la qualification) avec la passation de présidence puisque Francis Larrieu -ancien chef d'agence Colas-SRMV Sorgues-Carpentras- et président du Geiq BTP 84 depuis avril 2015 cède sa place à Luc Faure -Chef d'agence Gard-Vaucluse Eurovia. Une quarantaine de personnes était présente dont des responsables de structures partenaires.

Les partenaires du Geiq

Les partenaires du Geiq sont l'Etat, le Ministère du travail de l'emploi et de l'insertion, le Département de Vaucluse, la fédération du BTP Vaucluse, La Capeb, Les Geiq, son Comité régional Sud Paca, Pôle

Écrit par le 15 janvier 2025

emploi, La Mission locale, Cap emploi 84, Constructys et Akto.

Nouveau site Internet

Un timing parfait aussi pour présenter le nouveau [site Internet](#) conçu et réalisé par [Arg solutions](#) et son application sur Smartphone. Objectif ? « Fidéliser les salariés existants et recruter de nouveaux candidats, explique Margaux Chauchat, chef de projet chez ARG Solutions. Le site s'adresse aux entreprises, aux candidats et aux partenaires tandis que l'application à télécharger, sur app store et Google play store, s'oriente vers le candidat et le salarié. Des plaquettes et flyers sont en cours de réalisation.»



Christelle Gougelin, directrice du Geiq 84 veut développer l'emploi des femmes dans le BTP

Ecrit par le 15 janvier 2025

Les différentes structures du Geiq

Le Geiq BTP 84 (Groupement d'Employeurs pour l'insertion et la qualification dans les métiers du bâtiment de Vaucluse) a été créé en octobre 1995 à l'initiative de la Fédération du BTP et de la Capeb de Vaucluse afin de répondre aux besoins de main d'œuvre vieillissante dans les métiers du BTP et de permettre par l'alternance, à des personnes peu ou pas qualifiées d'acquérir des compétences professionnelles grâce à une période de formation couplée à une expérience en entreprise.

Pour un parcours des salariés

L'association loi 1901 est pilotée et gérée par ses entreprises adhérentes, pour favoriser l'insertion de personnes éloignées du marché du travail. Elle utilise majoritairement des contrats de professionnalisation, plus adaptés aux publics reçus mais a aussi recours aux contrats d'apprentissage. L'association reste l'employeur et organise des parcours de formation adaptés au profil de chaque salarié mais aussi aux besoins de l'entreprise dans une optique d'employabilité au terme du contrat. Tout au long du parcours, le salarié bénéficie d'un double tutorat -un seul et même interlocuteur en entreprise et au Geiq- ainsi que d'un accompagnement socio-professionnel renforcé.

Le Label Geiq

Chaque année, la fédération française des Geiq, sur le fondement d'un cahier des charges approuvé par le Ministre chargé de l'emploi et sur avis conforme d'une commission mixte nationale, attribue la reconnaissance du label Geiq.

Le Conseil d'administration

Le Conseil d'administration compte, parmi ses membres fondateurs Jean-Claude Perrier (Président de la Capeb Vaucluse) et Christian Pons (Président de la Fédé BTP 84). Anne Benedetti (Benedetti SA) en est la trésorière, Frédéric Busca (JFB Bâtiment) le secrétaire, suivent les membres utilisateurs : Jean-Max Diaz (Batri Diaz constructions), Luc Faure (Eurovia Languedoc-Roussillon), Eric Guirado (Eiffage route Grand Sud), Philippe Heyraud (Bries TP), Daniel Léonard (Midi Travaux), Olivier Méreu (4M Provence route), Philippe Million (Everest Isolation), Stéphane Spisser (Braja Vesigne-SRV Bas Montel). Enfin, Jean-Yves Chemin et Francis Larrieu sont membres honoraires.

Écrit par le 15 janvier 2025



Président, conseil d'administration et direction du Geiq 84

Pays d'Orange, Jacques Bompard l'assure, 'le BTP aura de quoi faire'

La Fédération du bâtiment et des Travaux publics de Vaucluse a organisé un webinaire avec Jacques Bompard, président de la Communauté de communes du pays réuni d'Orange. Objectif ? Faire un tour d'horizon des opérations BTP en cours et à venir et sensibiliser les élus

Écrit par le 15 janvier 2025

sur l'urgence de démarrer les projets de chantiers.

Christian Pons, président de la Fédé BTP 84, entouré de ses vice-présidents dont Daniel Léonard en charge de la branche des Travaux publics, continue son Tour de Vaucluse auprès des élus, invitant Jacques Bompard, en sa qualité de Président de la Communauté de communes du pays réuni d'Orange, à dresser les chantiers à venir.

Aujourd'hui

Le président de la fédération a tout d'abord expliqué être en butte à beaucoup de dysfonctionnements : «En ce moment les entreprises sont très préoccupées par les marchés et connaissent de nombreux dysfonctionnements, notamment avec l'administration, pour la mise en route des chantiers, il était donc important que nous fassions un tour d'horizon des présidents de communautés de communes pour toucher tous les élus.» Ce webinaire marquait, pour autant, la fin du tour du département débuté en septembre 2020. «Nous avons fait des propositions aux élus leur démontrant l'urgence de rétablir l'économie de notre pays à un niveau suffisant,» a témoigné Christian Pons.

Où en est-on ?

La fédération du bâtiment et des travaux publics rassemble 400 entreprises adhérentes sur les 2 000 existant dans le département, soient plus de 6 000 salariés sur les 13 000 que compte le Vaucluse. La commande publique, dans le BTP connaît une part importante représentant près de 50% du volume d'activité. «L'année dernière était année d'élection, -Ndlr : maintenant les futurs chantiers en stand by- a souligné Christian Pons, puis la Covid 19 a occasionné une baisse majeure des chantiers inscrits dans les carnets de commande. Depuis la fin de l'année dernière et jusqu'à aujourd'hui l'inquiétude est grandissante car tous les indicateurs pointent de nouvelles baisses d'appels d'offres, ainsi, d'une situation stagnante voire dégradée depuis juin 2020, nous assistons à un fléchissement des procédures de démarrage des chantiers, ce que d'ailleurs révèlent nos enquêtes internes.»

Plus précisément

L'interprofessionnelle a donc envoyé en septembre, octobre, décembre 2020 puis en janvier et mars des questionnaires à ses adhérents pour un 'retour de terrain'. Les enquêtes adressées aux adhérents, sur les appels d'offres, sont perçus par eux comme insuffisants à 73% avec, cependant, un maintien des consultations soutenu par les maîtres d'ouvrages issus du privé à 41%, du Conseil départemental à 35% et des bailleurs sociaux à 24%, les maîtres d'ouvrages du secteur public étant les plus absents des consultations. Enfin, les adhérents jugent les niveaux de prix des marchés attribués bas à 94%.

Le bâtiment peine à 'sortir' ses chantiers, en cause ? le retard de traitement administratif des dossiers

Ecrit par le 15 janvier 2025

Conjoncture

Au chapitre de la conjoncture, si 28% des adhérents la ressentent comme dégradée, 72% y lisent une évolution encourageante tout comme pour l'emploi à 74%, même chose du côté de la trésorerie ou 83% consentent y voir une légère amélioration cependant gravement minorée par une involution des prix pratiqués perçue par 62% comme dégradée et moyenne à 38%. De fait 87% des adhérents ont repris leur effectif en CDD et CDI (Contrat à durée déterminée et indéterminée), cependant 54% n'ont pas eu recours aux intérimaires. Les problèmes résiduels dus à la Covid restent rémanents pour 62% des professionnels, impactant de plein fouet un carnet de commande qui ne se remplit pas. «La situation reste fragile, entame Christian Pons. Les entreprises ont besoin de retrouver de l'activité et du chiffre d'affaires pour rembourser les prêts garantis par l'Etat, les charges, alors même que les trésoreries ont été asséchées... ça va être compliqué.»

Du côté de chez Jacques Bompard

«Nous avons constaté, les deux premiers mois, un ralentissement de l'activité des entreprises, se souvient Jacques Bompard, puis elles ont fait leur travail. Nous avons voté, comme tous les ans, le budget en avril a assuré le président de la CCPRO, énumérant les opérations sans toutefois les chiffrer. A ses côtés Béatrice Benod, directrice de la commande publique, a assuré que «de nombreux chantiers seraient lancés très prochainement ainsi qu'en septembre».

Les prochains chantiers

Il a été évoqué de nombreux travaux de voirie, la construction d'un groupe scolaire, des travaux pour le groupe scolaire maternelle et élémentaire Castel, la réhabilitation de commerces de centre-ville d'Orange, la réhabilitation du gymnase Argensol, la réhabilitation et la création des Archives municipales à l'Hôtel Dieu, des travaux d'étanchéité pour la médiathèque, la construction d'un boulodrome, la réhabilitation de la ferme du Grenouillet et la création d'un parking, la réhabilitation du Palais des sports ainsi que de la salle de spectacle, la rénovation et l'extension d'un bâtiment à Taillefert, la construction d'un bâtiment technique pour le cimetière, des travaux d'aménagement du parvis pour le centre funéraire et la réorganisation intérieure du crématorium. En tout 13 chantiers sont prévus en 2021 et déjà 5 en 2022. »

Quid du plan de relance du gouvernement ?

Christian Pons a ensuite requis l'expérience de Jacques Bompard sur l'utilisation du Plan de relance du Gouvernement à propos de projets locaux prêts à démarrer, ainsi que sur l'utilisation de la dotation de soutien à l'investissement local ainsi que la Dotation d'équipements des territoires ruraux (DETR).

« Nous avons fait toutes les demandes possibles et imaginables mais n'avons, à ce jour, pas reçu de réponse. Je crains que l'argent n'aille plus aux banques qu'aux élus locaux que nous sommes. Lorsque j'ai été élu, la déviation d'Orange avait été inaugurée 3 à 4 ans auparavant alors qu'elle n'est toujours pas là. Aujourd'hui on me promet la réalisation du tiers de la déviation sans s'engager sur plus. Pourtant il s'agit d'anciens dossiers. Ce qui sortira et dont on est sûrs ? La réhabilitation de la Cité de l'Aygues, » (Ndlr :

Ecrit par le 15 janvier 2025

constituée de 18 barres de logements sociaux, de 262 logements dont 100 sont actuellement murés d'une cité construite en 1973).

Le démarrage des chantiers NPNRU des grandes villes de Vaucluse est très attendu

Les difficultés rencontrées

«Nous faisons face depuis des mois à la situation et nous comptons sur nos élus pour nous soutenir, martèle Christian Pons. Les fonctionnaires qui les entourent font de leur mieux, notamment les personnels des services techniques. Notre préoccupation ? Faire la jonction entre aujourd'hui et une activité normale, car nous ne sommes pas encore sortis de la crise sanitaire. Également nous ne nous attendions pas à la hausse du coût des matériaux de construction, voire aux pénuries que nous commençons à connaître notamment avec les métaux : l'étain, le cuivre, l'aluminium, le minerai de fer pour la fabrique d'acier pour la construction, sans parler du bois, des isolants...»

En résumé

«Les déclarations de Jacques Bompard évoquent plus une reprise pour les Travaux publics et un peu moins pour le bâtiment tandis que les Communautés de communes se penchent sur les équipements publics et la voirie », a synthétisé Christian Pons. « Il y a plus d'études de prix mais pas beaucoup de suites données, » a relevé Diego Boluda, vice-président de la branche second œuvre. Pour tous, la vraie dynamique viendra d'Avignon avec le démarrage du NPNRU (Nouveau programme national de renouvellement urbain). «Nous manquons de main d'œuvre, a relevé Daniel Léonard, vice-président TP, nous recherchons des intérimaires qualifiés qu'hélas nous ne trouvons pas.»

Identifier les freins pour les éradiquer

Le Bâtiment et les travaux publics comptent particulièrement sur les NPNRU intervenant sur les grands bassins de vie du Vaucluse. Cependant le dispositif semble connaître des difficultés à démarrer. La mission du président de la fédé du BTP ? Dégripper les rouages de délivrance d'autorisation d'urbanisme, renouer le dialogue avec les ABF (Architectes des bâtiments de France) qui grimacent, notamment, à l'idée d'ITE (isolation thermique extérieure) des bâtiments sociaux en pierre du XXe siècle situés sur la Rocade Charles de Gaulle à Avignon... Le propos ? Tenir jusqu'à ce que l'activité redevienne normale.»